

2 GRAND ANGLE

SOCIÉTÉ Une enquête auprès de 3200 jeunes Valaisans, Vaudois et Genevois

La solidarité vue par

GILLES BERREAU

Crainte pour l'AVS

Quand 3200 jeunes des cantons de Genève, du Valais et de Vaud parlent de la solidarité, cela donne ça: la famille et les amis passent avant la politique. Le soutien mutuel s'exerce donc avant tout dans ces cercles très proches. A l'inverse, et contre toute attente, les réseaux sociaux comme Facebook ne seraient donc pas associés à ce bel

L'étude rappelle quelques sondages récents. Qui soulignent notamment qu'une proportion élevée de Suissesses et de Suisses se disent préoccupés quant à l'avenir des retraites et, plus généralement, des assurances sociales. En regard du vieillissement de la population, se développe une représentation négative du futur des politiques de solidarité. Par exemple, les



« Des jeunes n'associent pas la notion d'assurance à celle de solidarité! »

STÉPHANE ROSSINI PROFESSEUR ET CONSEILLER NATIONAL

élan de solidarité. Les jeunes feraient donc le tri entre leurs vrais amis et les amis virtuels de la toile.

Par contre, le club sportif ou la société culturelle sont des groupes de solidarité importants pour eux. Autre constat intéressant: alors que l'école et l'entreprise sont censés être des lieux privilégiés d'intégration et de solidarité, les jeunes ne les citent qu'en avant-dernière position, juste avant les réseaux sociaux.

Cohésion nationale

Professeur à la Haute Ecole de travail social de Lausanne, le conseiller national valaisan Stéphane Rossini a dirigé et réalisé une recherche sur la perception de la solidarité par les jeunes Valaisans, Vaudois et Genevois. Cosigné avec André Fischer, ce travail intitulé «Mémoire sociale et pérennité des politiques de solidarité» s'interroge sur les jeunes et la solidarité et leur compréhension de cette problématique, fondamentale pour la cohésion de ce pays. Conclusion de cette étude: il faudrait créer en Suisse un espace national de citoyenneté et de solidarité, la Cité des Solidarités (voir en page 3).

L'enquête

Cette enquête dresse le tableau d'une jeunesse qui n'associe pas la notion d'assurance à celle de solidarité, qui semble peu au courant des formes institutionnalisées des politiques de solidarité ou qui ne croit pas à l'avenir des retraites.

Ce travail met aussi en lumière des programmes scolaires desquels émergent de toute évidence aucune stratégie, ni approches structurées et coordonnées de l'enseignement des institutions, de l'histoire sociale ou des politiques de solidarité. Autre constat: lors d'une votation populaire, des jeunes optent pour une position d'abstention soit en raison de la complexité des objets, soit par le fait de ne pas se sentir concernés.

Impôts

Autre info: les jeunes sont en majorité tout à fait favorables à ce que chaque citoyen paie un impôt. Et que celui-ci serve à couvrir des dépenses destinées à l'ensemble de la population. Par contre, fait très intéressant, la dimension de redistribution sociale et de réduction des inégalités est soutenue avec moins d'intensité.

Pour eux, l'école doit contribuer à la réduction des inégalités et, par conséquent, ne pas favoriser les élèves les plus doués. La distinction entre école publique et privée est par contre reconsidérée, les jeunes souhaitant que

15-24 ans sont 85% à penser que leur rente AVS ne sera pas assurée. La perspective semble être celle de l'inéluctable réduction des prestations. Les potentiels de conflits intergénérationnels ne sont pas à exclure.

Famille et amis avant la politique

Au rang de ce qui importe pour les jeunes figurent la famille, les amis, le fait de mener une vie responsable. Par contre, l'engagement politique n'est pas considéré comme important. Leurs préoccupations principales renvoient à la question des étrangers, au chômage et à la prévoyance vieillesse.

Si les jeunes entendent être responsables, leurs doutes quant à l'avenir des systèmes de solidarité et à la sérénité des relations intergénérationnelles sont certains. Ces indications ne sont pas à sous-estimer.

«Les mots partage et humaine sont pour les jeunes les plus à même d'exprimer la notion de solidarité, alors que les notions d'intégration, de cohésion ou d'assurance sont associées un peu (seulement) à l'idée de solidarité», note Stéphane Rossini. Lorsqu'il s'agit de donner des exemples de solidarité, celui le plus cité dans une liste suggérée aux jeunes est l'aide à un voisin âgé. Mais aussi la volonté de faire partie des sapeurs-pompiers ou des samaritains.



Comment les jeunes voient-ils la solidarité? C'est ce qu'ont voulu savoir Stéphane Rossini et son équipe. DR

leurs parents puissent avoir le choix de l'établissement.

Et l'emploi? Pour les sondés, chacun doit être personnellement responsable de trouver un emploi. Quant aux entreprises, elles sont aussi responsables de fournir du travail à la popula-

tion. Et, le cas échéant, le canton ou la commune peuvent apporter leur aide. Leur vision semble associer à la fois solidarité et responsabilité individuelle. L'emploi serait donc l'affaire de tous.

Concernant la famille, les charges des enfants doivent être com-

pensées et le niveau de revenu ne devrait pas influencer la décision d'avoir ou non des enfants.

Si la problématique centrale de la garantie par la sécurité sociale d'un revenu de substitution en cas de vieillesse, invalidité ou chômage est soutenue par la majorité

des jeunes, la proportion d'entre eux qui adhèrent au principe d'un soutien de la famille et d'une épargne personnelle est plus forte encore. C'est donc un doute important qui est exprimé sur un élément essentiel de la protection sociale (voir ci-dessous). ◉

ASSURANCES SOCIALES Chômage, invalidité, vieillesse.

Des jeunes... libéraux?

La question des assurances sociales, de la problématique de la sécurité sociale et de l'octroi d'un revenu de substitution a été abordée lors de cette enquête. Les sondés ont évoqué trois situations: l'invalidité, le chômage et la vieillesse. Les jeunes devaient noter trois propositions: 1. Chacun devrait faire des économies en prévision d'une absence de salaire. 2. Celui qui ne peut plus travailler doit être aidé par sa famille. 3. Les personnes qui travaillent doivent financer des assurances pour aider celles qui ne travaillent pas.

Et là, surprise: les sondés gardent ce tiercé tel quel, dans l'ordre, estimant que la responsabilité individuelle prime. En effet, quatre jeunes sur cinq sont d'accord avec le principe de prévoir des économies pour pallier une absence de revenu. Mais cela n'est pas considéré par les enquêteurs comme fondamentalement opposé aux interventions de solidarité. Néanmoins, 40% des sondés ne soutiennent pas une assurance établis-

«D'abord, économiser pour soi!»

Des économies en l'absence de salaire?

1,94

Celui qui ne peut plus travailler doit être aidé par sa famille?

2,34

Les personnes qui travaillent doivent financer des assurances pour aider celles qui ne travaillent pas?

2,64

1 Tout à fait d'accord

2

3

4

Pas du tout d'accord



sant une solidarité entre actifs et inactifs. Très étonnant. Et les auteurs de l'étude de se demander si la question a été bien posée, car elle ne citait pas expressément l'assurance-chômage. Les auteurs pensent aussi que la notion de rente n'est pas forcément claire et que les jeunes méconnaissent le système.

Autre analyse possible: l'étude indique aussi que ce résultat met peut-être tout simplement en lumière la crainte de nos jeunes quant à la viabilité future des systèmes sociaux. Possible lorsque l'on sait que, selon une autre étude, 85% des jeunes Suisses estiment que leur rente AVS n'est pas assurée.

Les collégiens sont plus nombreux que les apprentis à soutenir le financement des assurances par les travailleurs. «Par leur vécu et leur expérience, on pourrait penser que les apprentis soient plus en lien avec cette réalité, surtout le chômage et l'invalidité», avance comme explication l'étude. Explication plus prosaïque: l'intitulé des questions était peut-être plus compréhensible pour les étudiants. ◉ GB